

DANIEL
SCHNEIDERMANN

«Tout va très bien, Monsieur le Ministre»



Retranchés dans leurs palais, coupés du monde par leurs courtisans, leurs motards et leurs sondages, nos hommes politiques ont oublié jusqu'au prix du ticket de métro...

Aufait, savent-ils encore que nous existons ?

86ⁿ

DANIEL DE FOUILLEAU

«TOUT VA TRÈS BIEN,
MONSIEUR LE MINISTRE»

8°R
90579
(10)

374

ISSN 0765-5118

« DOCUMENTS »

Collection dirigée par Alexandre Wickham

Jean-Pierre Gaudard
Les danseuses de la République

Elie Cohen — Michel Bauer
Les grandes manœuvres industrielles

Gabriel Milési
Jacques Delors

Philippe Vasseur
Le chômage, c'est les autres

Jean-Pierre Gaudard
Les orphelins du P.C.

Marie-Thérèse Guichard
Danielle, Bernadette, Françoise et les autres

Claude Marti
Les trompettes de la renommée

01-08-10-1987-32042

Si vous disposez d'un **Minitel**,
vous pouvez connaître à tout moment
le détail de tous les livres que nous publions
— liste par auteurs, liste par titres,
principales critiques parues dans la presse.
Il vous suffit de composer le **36-15**, code **JET 7**.

Si vous souhaitez recevoir notre catalogue
et être tenu au courant de nos publications,
envoyez vos nom et adresse, en citant ce livre,
aux Éditions Pierre Belfond,
216, Bd Saint-Germain, 75007 Paris.
Et pour le Canada à Edipresse (1983) Inc.,
5198, rue Saint-Hubert,
Montréal, Québec H2J 2Y3, Canada.

ISBN 2.7144.2069.9

Copyright © Belfond 1987



Ce livre n'est pas un livre politique ordinaire. Il ne dresse pas le bilan de la cohabitation. Il ne propose pas de réforme constitutionnelle. Il ne suppute pas les chances des uns et des autres aux prochaines présidentielles. Il ne brosse pas le paysage-fiction de l'après-88.

Il cherche seulement à peindre nos divinités politiques sur leur moderne Olympe. A quoi ressemble leur vie quotidienne quand les projecteurs sont éteints ? Qui rencontrent-ils ? Avec quelle timidité ou quelle hardiesse ose-t-on leur parler ? Sont-ils accessibles ou emmurés ? Sont-ils restés nos semblables, ou devenus des martiens ?

Les remerciements de l'auteur vont d'abord à tous ceux, amusés ou intéressés, sceptiques ou enthousiastes, qui l'ont reçu. Députés, ministres, anciens ministres, et leurs épouses, enfants, amis et collaborateurs. Dans l'incapacité de les citer tous, on tentera de respecter le pluralisme en nommant seulement Michel Rocard, Raymond Barre, Jacques Chirac et François Mitterrand qui, tous quatre, ont accepté de soustraire un peu de temps à leurs agendas surchargés pour répondre à quelques questions — apparemment — futiles.

Sa gratitude va ensuite à ses proches et à ses confrères du *Monde* qui, une longue année durant, lui ont prodigué leurs conseils, et notamment à Laurent Greilsamer, qui a relu son manuscrit avec une vigilante bienveillance. Merci encore à la documentation du *Monde*, outil irremplaçable sans lequel ce livre eût été tellement plus pauvre !

Que Madeleine et Pierre, pour leur patience, soient enfin remerciés avec admiration.

Ce livre n'est pas un livre politique ordinaire. Il ne s'agit pas de bilan de la collaboration et de l'occupation, mais de la contribution. Il ne s'agit pas de l'histoire des faits, mais de l'histoire des idées. Il ne s'agit pas de l'histoire des faits, mais de l'histoire des idées.

Il cherche seulement à pointer les grandes lignes de leur évolution. A quel moment les idées ont-elles été le plus influentes ? Quel rôle ont-elles joué dans la formation de la pensée française ? Quelles ont été les idées qui ont le plus influencé la vie intellectuelle de notre pays ?

Les penseurs de l'antiquité ont été les premiers à se pencher sur ces questions. Ils ont cherché à expliquer le monde et l'homme. Ils ont posé les grandes questions de la philosophie, de la morale, de la politique. Ils ont cherché à répondre à ces questions. Ils ont cherché à expliquer le monde et l'homme. Ils ont posé les grandes questions de la philosophie, de la morale, de la politique. Ils ont cherché à répondre à ces questions.

Le livre est divisé en deux parties. La première partie est consacrée à l'histoire de la pensée française. La deuxième partie est consacrée à l'histoire de la pensée européenne. Le livre est divisé en deux parties. La première partie est consacrée à l'histoire de la pensée française. La deuxième partie est consacrée à l'histoire de la pensée européenne.

Le livre est divisé en deux parties. La première partie est consacrée à l'histoire de la pensée française. La deuxième partie est consacrée à l'histoire de la pensée européenne. Le livre est divisé en deux parties. La première partie est consacrée à l'histoire de la pensée française. La deuxième partie est consacrée à l'histoire de la pensée européenne.

Petites questions à de grands hommes

— Monsieur Raymond Barre, connaissez-vous le prix de la baguette de pain ?

— Bien sûr, je le connais, je fais mon marché tous les samedis (il cherche à gagner du temps)... C'est deux francs quarante.

— Presque, c'est deux francs quatre-vingts.

— Ah ! c'est curieux. Samedi encore, j'achetais mon pain avenue de Suffren. C'est très amusant, tout le monde se connaît, c'est un village. D'ailleurs, vous savez, j'ai une vie très simple, je marche dans la rue, je vais acheter mes disques à la FNAC.

— Vraiment ?

— Accompagnez-moi quand vous voulez !

— Monsieur Michel Rocard, connaissez-vous *L'Aziza* ?

— Non. Qu'est-ce que c'est ? (Son attaché de presse blêmit en même temps que lui.)

— Un tube de Daniel Balavoine qui exprime l'antiracisme de la jeune génération.

— Ah ! tiens. Pourtant, quand je suis en voiture, je branche souvent France-Musique. Mais je n'ai jamais dû tomber là-dessus.

— Monsieur Jacques Chirac, vous êtes-vous déjà connecté sur une messagerie télématique ?

— Non. Je n'ai pas de Minitel. Ça peut vous paraître extraordinaire, mais un je n'ai pas de Minitel, et deux je n'ai pas essayé chez quelqu'un d'autre si bien que je ne porte pas de jugement sur cette affaire. C'est la raison pour laquelle je ne me suis pas prononcé et je ne sais pas comment ça marche.

— Vous n'avez pas envie d'aller voir ?

— Si j'en avais un, je le ferais probablement, mais il n'y en a pas ici. (Pour prouver sa bonne foi, il embrasse d'un geste large son bureau pharaonique de l'Hôtel de Ville.)

— Avez-vous déjà lu le magazine *Photo*, que Charles Pasqua voulait interdire à la vente ?

— Plusieurs fois. Quand je prenais les avions de Falcone Service, il y avait toujours *Photo, Lui* et *Playboy*. Quand je tombe sur ces magazines, je vais vous faire une confidence, je les regarde toujours avec plaisir.

— Connaissez-vous le zapping ?

— Je n'en ai aucune idée.

— C'est une habitude des téléspectateurs américains, qui changent sans cesse de chaîne grâce à leur télécommande.

— Ah ! ça, c'est futé. Déjà que je ne suis pas sûr que la télévision soit un véhicule culturel fort, si en plus on change de chaîne tous les quarts d'heure, ça ne doit pas faciliter la compréhension !

— Monsieur le Président François Mitterrand, savez-vous combien coûte une baguette de pain ?

— Oui, bien sûr. Je le sais parce que je suis un homme politique avisé. Je suis exposé en permanence à ce que cette question me soit posée en public. Il ne se passe pas trois mois sans qu'un journaliste plus malin que les autres me la pose. Les chiffres du chômage, les prix, le commerce extérieur, le SMIC horaire, le SMIC mensuel, tout cela m'est fourni, mais aussi la carte orange et le prix du pain. C'est le B.A. BA de mon métier. Comment voudriez-vous que je parle aux Français sans savoir cela ? En revanche, ma connaissance ne va pas beaucoup plus loin que celle du Français moyen. Si vous me demandiez le prix de l'huile...

— Pouvez-vous donc m'indiquer le prix de la baguette ?

— Non. Vous ne m'attirez pas dans ce jeu ridicule.

C'est la ouate qu'ils préfèrent

Sur le perron de l'Élysée, Valéry Giscard d'Estaing, ce 21 mai 1981, est soudain saisi d'une inspiration. D'un geste, il renvoie la 604 grise qui est venue le chercher au bas des marches pour l'emmenner vers l'oubli, et se dirige à pied vers le portail du palais. Il a aperçu, dans la rue du Faubourg-Saint-Honoré, une petite foule animée. Ce ne peut être que ses supporters, qui ont tenu à le saluer une dernière fois. Il importe de réussir cette sortie. L'ex-Président franchit la grille et... se retrouve face à une meute déchaînée de partisans de François Mitterrand, qui lui crient : « Rends-nous les diamants. » Courtoisement mais fermement, son escorte le pousse dans sa voiture.

Sur les marches du palais, deux hommes, tout à l'éblouissement de pénétrer en ce jour en ces lieux, observent la scène. « Voilà ce que sept ans de cette maison peuvent faire d'un homme intelligent », glisse Georges Beauchamp, ami de toujours de François Mitterrand, à Jean Glavany, chef de cabinet du nouveau Président.

Sept ans de réclusion et de confinement progressif entre les haies de gardes républicains. Sept ans d'entrevues à rythme rapide avec des solliciteurs déférents, les dos courbés sur votre passage, la ville qui inlassablement se répète chacune de vos paroles. Sept ans entrecoupés d'escapades de plus en plus rares, sept ans à ne plus voir de foules que favorables, amenées par cars entiers sur la place de Verdun-sur-le-Doubs ou de Carpentras, sans s'apercevoir que derrière, au dernier rang, grossissent les rangs des manants silencieux et hostiles. Mais les préfets veillent, et avec eux la cohorte de ceux qui veulent du bien au Président, à ne pas laisser le grondement menacer les oreilles princières. « Enfin, je respire l'air du dehors », l'entendent glisser ses proches, début 81, en partant en campagne.

Ce « retour à la vie civile », un autre homme, lui, l'a vécu avec délices. Quelques heures après que Giscard se fut fait ainsi conspuer, deux voitures sont arrêtées côte à côte à un feu rouge de l'esplanade des Invalides, bien loin du Panthéon, où

le nouveau Président va rendre visite à quelques morts illustres. Machinalement, l'un des conducteurs regarde l'autre, et ne peut contenir une exclamation de surprise : « Mais c'est Barre ! » « Eh bien oui, je suis libre ! » réplique, par la fenêtre ouverte, le tout récent ancien Premier ministre, avec un plantureux sourire.

Le premier réflexe de Raymond Barre, après avoir transmis ses pouvoirs à Pierre Mauroy, a été de s'offrir un intense plaisir défendu : une grande balade dans Paris. « Je suis rentré chez moi. Je suis monté dans mon appartement de l'avenue Émile-Acollas. J'ai dit à ma femme que je prenais la voiture et, je suis allé faire un grand tour dans Paris. Les quais de la Seine, le bois de Boulogne, car j'ai longtemps habité Neuilly, et je ne suis revenu que vers six heures du soir. Toutes les radios annonçaient la passation des pouvoirs. Je m'en souviendrai toujours. »

Diable ! Quelle privation peut bien être à la mesure de cette ivresse-là ? Conduire sa voiture : ce simple petit plaisir est-il donc inaccessible au malheureux Premier ministre ? « Hé oui, confie Raymond Barre. Car s'il vous arrive quoi que ce soit, c'est votre sécurité qui trinque, ce n'est pas vous. On ne plaisante pas avec ça. »

Ce qui est vrai pour l'hôte de Matignon l'est à fortiori pour celui de l'Élysée. Autant en prévenir tout de suite les preux chevaliers qui affûtent aujourd'hui leur lance pour le Tournoi Suprême : du jour au lendemain, tous les présidents de la V^e République ont douloureusement ressenti la chape de vénération et d'écrasant respect qui s'abat sur le Président nouvellement intronisé. De Gaulle, le premier, n'aime guère ce palais. Maussade, il s'en va visiter le fort de Vincennes, où il souhaite installer le nouveau régime. Mais non. Trop loin, trop d'énormes fantômes, à commencer par celui du duc d'Enghien. La mort dans l'âme, il revient faire trôner la France parmi les grands couturiers et les parfumeurs. « Compte tenu des servitudes que m'imposent conjointement la sécurité, le protocole, la circulation et la curiosité publique, j'y suis enfermé », soupire le Général.

« Le père de Gaulle, c'était un bestiau très particulier, nuance pourtant Jacques Chirac, observateur privilégié des quatre présidents de la V^e République. Il avait des types comme Capitant ou Vallon, des sortes de mousquetaires, toujours de mauvais poil, qui venaient chez lui en permanence et

lui disaient souvent en termes très vifs ce qu'ils pensaient. Ils ressortaient ensuite le doigt sur la couture du pantalon, mais ça avait porté, et de Gaulle entendait des gens qui le contestaient.»

Après avoir provoqué une petite émeute parmi ses services de sécurité en allant lui-même, quelques jours après son entrée dans les lieux, acheter ses cigarettes au tabac d'en face, Georges Pompidou comprend qu'on ne badine pas avec la réclusion présidentielle. « L'impression que j'ai éprouvée en entrant dans ce palais pour y vivre a été un sentiment d'isolement, de coupure avec tous ceux dont j'ai la responsabilité. La tradition française est d'enfermer le président de la République à l'Élysée », se résigne-t-il. Lui aussi, comme son prédécesseur, choisit de se conformer à cette « tradition française », en dormant chaque soir dans la demeure de la France, dont seules les atteintes de la maladie le forceront à s'éloigner.

D'emblée, Valéry Giscard d'Estaing a choisi de continuer à habiter chez lui, rue Bénouville, au risque d'attirer les foudres du journal gaulliste *La Nation*, pour qui « un président de la République n'entre jamais au bureau, et n'en sort jamais ». Lors des premières semaines, c'est une véritable frénésie de la « désacralisation » qui s'empare du « Château », comme pour éloigner ce vieux fantôme familial : la fameuse « coupure ». Giscard commence — et s'arrange pour le faire savoir — par supprimer les aides de camp qui secondent les huissiers à sa porte. Il décide d'ouvrir le palais au public le dimanche matin. Il vient en personne faire le clown devant les enfants du personnel lors du traditionnel sapin de Noël. Il reçoit les éboueurs de son quartier, pour le petit déjeuner le plus médiatique de tout le septennat.

Entraîné par son élan, il va « regarder la France au fond des yeux » en s'invitant à dîner dans une famille du quart monde d'Herblay (Val-d'Oise), chez un routier de Voisins-le-Bretonneux (Yvelines) ou chez des agriculteurs de Malansac (Morbihan). Certes, ces escapades dans des lotissements de banlieue sont avant tout des « coups » médiatiques. « A la fin, c'est devenu un peu bidon, alors que c'était une bonne idée au départ », tranche même Valérie-Anne, fille aînée du Président. Mais c'est aussi la traduction d'une interrogation qui, tout au long de sa carrière d'éternel premier de la classe, a torturé Giscard : que peuvent bien avoir dans la tête ces gens sans particule, ni inspecteurs des finances ni chargés de mission, que l'on

aperçoit dans les rues des villes, masqués à moitié par les motards, avec des cabas pleins de poireaux, des petits drapeaux à la main le 14 Juillet, et les autres jours l'air pressé d'aller prendre leur métro ? De quoi est donc faite une vie sans parties de chasse en Centrafrique, sans conseils restreints, à quoi peut bien ressembler une salle à manger achetée chez Lévitane ?

« Durant la présidence de mon mari, les Français et les Françaises ne devront pas imaginer l'Élysée comme un palais lointain où seules brillent les lumières des réceptions. Je veux qu'ils y sentent la chaleur d'un foyer où leurs peines, leurs soucis seront écoutés, où leurs lettres seront lues, où ils seront aimés », déclare Anne-Aymone alors que son mari accède à la fonction suprême. Et, dans une interview à *Paris-Match*, elle insiste : « Personnellement, je veux continuer ma vie de femme, aller au cinéma en faisant la queue le cas échéant, aller au théâtre quand je le veux, sans avoir sur les talons une escorte de gorilles plus ou moins armés qui me suivent et m'espionnent. » On ne saurait faire plus simple !

Seulement voilà. La vie de palais, si l'on n'y prend garde, vous happe de ses mille tentacules ouatés, vous anesthésie, vous euphorise insensiblement. Et l'euphorie passée, la « solennité de la désolennisation », selon l'expression cruelle de Michel Rocard, suscite davantage de sourires que d'admiration, puis davantage d'irritation que de sourires. Le pays murmure. Il paraît que le souverain, lors des repas officiels, fait servir Sa Descendance avant les chefs d'État étrangers invités. Qu'il exige que le siège de Madame reste vide quand Anne-Aymone vaque ailleurs. D'accord, il a décidé d'abandonner l'usage des titres nobiliaires dans tous les actes du protocole, mais, au fond, n'est-ce pas seulement pour éviter de confronter à de vrais quartiers de noblesse son incertaine particule ?

« La conscience professionnelle que le nouveau Président admirait tant chez le général de Gaulle avait porté celui-ci à tout faire pour que, dans les formes, se crée et se maintienne une certaine distance entre le Président et les autres, si grands soient-ils, rappelle *La Nation*, encore elle. La vraie difficulté, pour prévenir les inconvénients de l'exercice solitaire du pouvoir, n'est pas dans les rites protocolaires. Elle est dans cette chape qui paraît tomber des murs de l'Élysée et isole son hôte au sein d'un entourage qui le coupe des réalités extérieures. »

Au fil des ans, chacun oublie que le souverain, dans un

grand accès de simplicité, a exempté les présidents de chaînes de télévision de venir à l'Élysée assister à ses enregistrements. On ne voit plus que son écrasant mépris quand un journaliste ose prononcer devant lui le mot « diamants ». La tête dans la ouate présidentielle, il plonge droit dans la défaite de 81. « Il a mal désolennisé, analyse son ancien Premier ministre, Raymond Barre. Ce sont des choses qu'il faut faire, et ne pas dire. Il ne faut pas avoir l'air de s'abaisser pour conquérir. Il faut que les gens en arrivent à se dire : Eh bien oui, c'est lui, il est venu au restaurant comme tout le monde. Et puis, il faut savoir quoi désolenniser. Les Français aiment bien que leur président soit en queue-de-pie, même si c'est ridicule. C'est le côté sacré de la fonction. »

« Je disais souvent à Giscard, raconte Jacques Chirac : "On cherche à vous plaire, et pas à vous servir. On ne vous dit pas la vérité." Il y avait à l'Élysée des gens extrêmement brillants qui l'entouraient, mais l'isolaient totalement de l'extérieur. J'ai vu le même phénomène avec Mitterrand, à qui j'ai dit la même chose, d'ailleurs. Ça, c'est assez terrifiant. »

« Il faudrait supprimer ce protocole archaïque. Si j'étais Président, je rêverais de faire installer à l'Élysée un musée, d'ouvrir le parc aux enfants de Paris, et d'envoyer les services de la Présidence dans une tour de la Défense. » Qui formule, en 1974, au lendemain de la mort de Georges Pompidou, ces souhaits touchants ? François Mitterrand, alors candidat. Au terme de son septennat, force est de constater que les « enfants de Paris » n'ont toujours pas accès au grand parc élyséen.

François Mitterrand, qui, les premières années, rentrait chaque soir dans sa maison de la rue de Bièvre, dort désormais le plus souvent dans les draps de l'Élysée. A la faveur de travaux effectués chez lui en 1986, et qui avaient rendu sa maison inhabitable pour plusieurs mois, il a découvert, selon le mot d'une de ses amies, « qu'il n'était pas désagréable d'être servi ».

Encore a-t-il résisté aux rêves éveillés de Jack Lang qui, à plusieurs reprises, a soumis à son Président favori l'idée de s'installer... à l'Hôtel des Invalides. « Là, on aurait des moyens de travail, soupire l'ancien ministre. Mais si un Président faisait cela, on l'accuserait d'avoir la folie des grandeurs... »

Est-ce à dire que la chape, la fameuse chape, est tombée sur ses épaules ? Oui et non. Socialiste, le Président reste un monarque. Pas plus que ses prédécesseurs, il ne s'abaisse à transmettre les petits mots pliés en quatre que les ministres se

font passer les uns aux autres, autour de la table verte du salon Murat, pour tromper l'ennui du Conseil. Faute de franchir ce coupe-circuit présidentiel, les précieux billets doivent parfois faire tout le tour de la table. Après un instant d'hésitation lors de son premier mercredi, Pierre Mauroy, lui, décide de choisir le camp des ministres plutôt que celui du chef de l'État. Et accepte de passer les poulets à ses camarades, sous l'œil impavide de Jupiter, assis juste en face de lui.

Certes, le débat y est admis un peu plus fréquemment que naguère, mais il faut s'appeler Yvette Roudy pour estimer que, « au fond, le Conseil des ministres, c'est un peu comme le comité directeur du PS ». « Les ministres ne sont pas ici pour préparer leurs Mémoires ! » lance un jour le Président, olympien, à plusieurs d'entre eux, dont Michel Rocard, qui noircissent des carnets de notes entiers lors d'un conseil restreint, à l'Élysée. Les voilà prévenus. On attend d'eux une raideur de statue, qui renvoie le pharaon à sa progressive momification.

Rien n'a changé, en fait, depuis ce Conseil décrit par Françoise Giroud : « Lorsque le Conseil a lieu alors que des événements graves se sont produits la veille, lorsque dans le pays la tension est sensible, lorsque les radios du matin en ont encore accentué les traits, ce sentiment d'irréalité, d'abord irritant, devient progressivement lénifiant. C'est le monde extérieur, son agitation, sa rumeur, qui deviennent irréels, comme amortis par une couche d'ouate¹. »

Regardons marcher François Mitterrand. Ne jurerait-on pas qu'il glisse sur un coussin d'air, à moins que ce ne soit sur un perpétuel tapis rouge ? Il faut au moins l'escalade de Solutré pour que le souffle se raccourcisse, que les bras, les épaules, le corps tout entier prennent enfin leur part de l'effort invisible des mollets. « Quand il entre avec Chirac dans la salle du Conseil, raconte un ministre de la cohabitation, le contraste est saisissant. Le Premier ministre jette les bras à droite et à gauche, semble perpétuellement galoper, alors que le Président paraît toujours immobile. Et le plus fort, c'est qu'ils marchent à la même vitesse. »

Une statue. Louis XIV portraituré par Le Brun, ou Napoléon immortalisé par David. Il ne faut pas bouger quand on pose pour le *Larousse*. « Mitterrand, c'est déjà un timbre-poste », raillait Coluche avant de fréquenter la table élyséenne.

1. *La comédie du pouvoir*, Fayard.

« On ne salue pas un ministre la main dans la poche ! » lance sèchement le Président à un de ses collaborateurs novices, peu de temps après le 10 Mai. Quand les jardiniers de l'Élysée demandent s'ils doivent disposer des roses dans le bureau du nouveau président socialiste, la réponse est un refus horrifié. D'ailleurs, pour qu'aucune équivoque ne subsiste, François Mitterrand se réinstalle dans le grand bureau central du premier étage, occupé avant lui par Charles de Gaulle et Georges Pompidou, délaissant le bureau d'angle légèrement plus petit où avait élu domicile Valéry Giscard d'Estaing. De même, la sécurité présidentielle est considérablement renforcée. A chaque apparition publique, le chef de l'État est désormais très fermement encadré de gendarmes d'élite, qui scrutent les quatre coins de l'horizon, quand Giscard se laissait entourer de quelques policiers débonnaire.

Et pourtant ! Malgré les gardes du corps, le décorum, la raideur, les courtisans, François Mitterrand est parvenu à préserver quelque chose qui ressemble fort à un jardin intime. Après ses trois « belles » des stalags allemands, il a peut-être réussi son évasion la plus difficile. Du lourd habit présidentiel, il a réussi à faire oublier la lustrine et l'amidon. « Au moment de la passation des pouvoirs, se souvient l'actuel Président, Giscard m'avait effectivement averti que je serais prisonnier à l'Élysée. Moi, je l'ignorais, puisque j'arrivais. Six ans après, je peux dire : moi non. Je ne vis pas du tout comme cela. Mes obligations sont lourdes. Ni la fatigue ni la maladie ne m'ont retiré une seule matinée depuis six ans. Il y a des murs, une grille, un parc assez petit dans ce palais. On pourrait déduire que j'y suis enfermé. Mais non. »

Amis, loisirs, temps de repos et de méditation, capacité d'échapper à ses entourages : au milieu de l'enivrant tourbillon, il a su préserver tout cela. Chaque lundi matin, comme avant, est réservé à une partie de golf à Saint-Nom-la-Bretèche avec André Rousselet, vieil ami dont il a fait le président d'Havas et de Canal Plus. Un coup d'aile en Mystère 50 du GLAM, et il déjeune dans la Creuse avec Jean Védrine, camarade de la résistance — dont le fils Hubert suit à l'Élysée les dossiers internationaux — ou à Saint-Pierre-de-Chignac (Lot) chez son vieux complice Maurice Faure, sénateur et maire de Cahors, qui lui sert omelette aux truffes et volaille aux cèpes. A moins qu'il n'aille visiter quelque église girondine en compagnie des

Badinter. Et à seize heures, ni vu ni connu, le revoilà à la tête des affaires de l'État.

François Mitterrand n'est pas non plus resté prisonnier de quelques amitiés bientôt cinquantenaires. Sa capacité à s'attacher des fidélités chez des hommes et des femmes dont il pourrait être le grand-père n'est pas l'aspect le moins fascinant du personnage. Sans parler de Jean-Louis Bianco, Jacques Attali ou Laurent Fabius, tous à peine quadragénaires, une Ségolène Royal, conseillère chargée des questions « de société », atteint tout juste les trente ans, qu'un Jean-Michel Gaillard, conseiller élyséen chargé d'aller regarder la France profonde dans les yeux, dépasse à peine. Industriels, comédiens, enfants des écoles, écrivains, banquiers, architectes, défilent à la table du Président, souvent amenés par des conseillers, Jacques Attali ou d'autres.

A une moindre échelle, les ministres sont tout aussi isolés du monde extérieur que l'hôte de l'Élysée. Et cette « couche d'ouate », dont parle Françoise Giroud, a une traduction physique presque palpable : le silence. Rien ne vient jamais déranger le silence des palais ministériels. Les manifestations en sont toujours tenues à distance, pour que jamais le vacarme des slogans ne vienne troubler la profonde réflexion des gouvernants. Cinquante mille lycéens peuvent bien découvrir leur formidable puissance sur l'esplanade des Invalides, le calme de M. René Monory, à quelques centaines de mètres, n'en sera pas affecté. Les CRS y veillent. Quand une manifestation de paysans ou de sidérurgistes croise dans les parages, le paysage de la rue de Varenne ou de la rue Saint-Dominique a parfois une petite allure de Prague ou de Santiago du Chili. De longs cars bleus de gendarmes mobiles stationnent en file dans les rues interdites à la circulation, gardées par des militaires au regard lourd, fusil lance-grenades en bataille. Même les riverains, pour franchir les barrières, doivent déployer des trésors de diplomatie.

L'espace sonore des quelques rues du VII^e arrondissement d'où l'on gouverne le pays est inviolable. Est-ce utopie que de penser que, si l'on avait laissé les lycéens venir crier sous les fenêtres de MM. Monory, Devaquet, et de leurs conseillers, si ces derniers — on peut rêver — avaient voulu s'immerger dans la manifestation, comprendre les raisons de la levée en masse lycéenne, leurs certitudes en eussent peut-être été au moins entamées ?

« J'avais le sentiment de n'avoir rien vu de la France depuis des semaines, enfermé dans cet hôtel des siècles écoulés, réduit à écouter la radio et à téléphoner durant toutes ces nuits de veille, pour savoir ce qui se passait. Ce serait le souvenir que je garderais de ce mois pour d'autres si vivant : celui d'être loin au milieu de tant de bruit, à l'écart, trop protégé, trop absorbé par ma tâche. » Qui exprime ces tardifs remords, cette mélancolie de potentat solitaire ? René Monory après décembre 86 ? Non. Édouard Balladur, alors conseiller de Georges Pompidou, après Mai 68¹. Les générations passent, l'isolement du pouvoir reste.

« Il y a beaucoup de gens qui se plantent parce qu'ils se prennent pour des ministres, résume Jacques Chirac. C'est un grand danger, généralement mortel. Je dis toujours à mes ministres de faire attention. Trois fois sur quatre, ça ne sert à rien, et c'est pourquoi quelques-uns disparaissent si facilement. »

Mais comment résister ? Hôtels lambrissés à pilastres corinthiens, mobilier chargé d'histoire, motards qui font sans douceur garer la piétaille sur le passage du cortège, Mystère 20, collaborateurs zélés et adorants qui leur répètent sans cesse que « tout va très bien, Monsieur le Ministre ». Comment, chargé de toute cette panoplie, ne pas « se prendre pour un ministre » ?

1. In *L'arbre de mai*, Atelier Marcel Jullian.

The first part of the book is devoted to a general survey of the history of the subject, and to a discussion of the various theories which have been advanced to explain the origin of the human mind. The author then proceeds to a detailed examination of the various faculties of the human mind, and to a discussion of the various theories which have been advanced to explain the origin of each of these faculties. The book is written in a clear and concise style, and is well illustrated with numerous examples and diagrams. It is a valuable work for all those who are interested in the history and philosophy of the human mind.

I

LA PANOPLIE

Où l'on passe la revue de tous les accessoires indispensables pour se déguiser en ministre : palais, meubles de style, motards, limousines puissantes, avions privés, gardes républicains, fonds spéciaux, courtisans. Et où l'on s'aperçoit que les députés et les potentats locaux ne sont pas en reste.

LA PANOPÉE

Le livre de la Panopée est un ouvrage de
la collection de la Bibliothèque de la
Municipalité de Paris. Il est composé
de plusieurs volumes qui traitent
de la vie de la ville de Paris.
Ces volumes sont très intéressants
et donnent une vue d'ensemble
de la ville de Paris.

La vie de palais

Aucun ministre, certes, ne loge dans une mesure. Mais entre le simple confortable et le fastueux, entre le fonctionnel froid et le Régence à moulures, la gamme est infinie. Architecturalement, il n'y a rien de commun entre l'immeuble de bureaux impersonnel, au fond du XV^e arrondissement, où loge le ministère de la Formation professionnelle, et les charmants hôtels particuliers du XVIII^e siècle de la rue de Varenne et de la rue de Grenelle, situés au fond de cours pavées où l'on entend encore claquer les roues des fiacres, et donnant sur de vastes jardins, qui abritent, autour de l'Hôtel Matignon, la plupart des grands ministères.

A tout seigneur tout honneur, procédons à un inventaire du meublé du chef du gouvernement. Première surprise : il n'est pas, et de loin, le mieux logé des ministres. Reconnaissons-le : c'est même triste et sombre. Situé au premier étage de l'aile droite du bâtiment, l'appartement de fonction du Premier ministre ne mesure « que » 100 m² environ. Une exigüité que ne compensent pas les somptueuses tapisseries de la Savonnerie représentant « don Quichotte » ou la métamorphose d'un vilain en grenouille, pas plus que les dessus-de-porte du peintre Paul Baudry ou les deux coquets salons Régence — le bleu et le jaune — du rez-de-chaussée.

Jacques Chirac, qui connaît l'endroit pour y avoir vécu de 1974 à 1976, préfère, en 1986, continuer de rentrer chaque soir dormir dans ses quelque 1 800 m² de l'Hôtel de Ville, même si le premier contact avec l'endroit, en 1977, fut plutôt réfrigérant. « Un dédale de salons pompeux reliés par d'interminables galeries, une sorte de château de Marienbad surréaliste », tel le découvrait à l'époque Bernadette Chirac. La vue imprenable sur Notre-Dame s'y paie du grondement obsédant du métro. Même ce « dédale » est pourtant préférable au « réduit » de Matignon. « A Matignon, j'ai une âme de locataire. A l'Hôtel de Ville, de propriétaire », explique-t-il.

Laurent Fabius, lui non plus, n'abandonne pas son appartement personnel de la place du Panthéon, offert à sa majorité

par son père. Il faut s'appeler Pierre Mauroy, et n'être à Paris qu'un Lillois déraciné, propriétaire d'un simple studio à Montmartre, pour choisir de s'y installer.

Et sans enthousiasme excessif. Les premiers soirs, quand, tous ses collaborateurs partis, sa femme Gilberte restée à Lille où elle continue d'exercer sa profession d'enseignante jusqu'à la fin de l'année scolaire, les lourdes portes se referment sur Pierre Mauroy, le Premier ministre de l'union de la gauche ne peut s'empêcher de juger l'endroit « pas très gai ». Depuis que le général de Gaulle a décrété que seule la Marine nationale était habilitée à servir à Matignon et à l'Élysée, l'environnement des chefs de gouvernement manque cruellement de silhouettes, et d'attentions féminines.

Et cette impression curieuse de s'installer dans l'intimité de ses ennemis politiques d'hier ! « M. Barre aimait cette salle de bain, M. Pompidou préférait ce canapé », explique gentiment le maître d'hôtel à son nouvel hôte un peu gêné.

Le Premier ministre, en revanche, dispose à Matignon du plus beau parc privé de la capitale, qui surclasse en étendue et en charme celui de l'Élysée lui-même. Tous les pensionnaires de l'endroit en ont gardé un souvenir ébloui. Raymond Barre allait y effectuer sa promenade quotidienne, et les premières années, avant que la grille qui donne sur la rue de Babylone, au fond du parc, ne soit murée par les services de sécurité, il lui arrivait très bourgeoisement d'échanger quelques mots avec les passants.

Laurent Fabius y fit placer un portique et des balançoires pour ses enfants. Le week-end, la progéniture du personnel, elle aussi, était autorisée à profiter de l'aubaine. De même, Laurent Fabius avait agrémenté d'une touche de modernité la salle d'attente du Premier ministre, en y ajoutant un Minitel et quelques revues. Le Minitel et les revues n'ont pas survécu au 16 Mars. « Ils étaient inesthétiques, tranche Michel Roussin, chef de cabinet de Jacques Chirac. Ou bien on installe Matignon dans les tours de la Défense, ou alors on conserve un peu de solennité à l'endroit. »

Mais, encore une fois, il ne s'agit là que de loisirs. Dans sa vie quotidienne, le Premier ministre est plus mal doté par la République que, par exemple, le ministre des Affaires étrangères qui, dans ses douze pièces en duplex du Quai d'Orsay, peut recevoir dignement ses hôtes étrangers. Lorsqu'il offre de grands dîners officiels, le Premier ministre en est donc parfois

réduit à « squatter » les salons du Quai d'Orsay. Après quelques essais, Pierre Mauroy renonce à cette migration, et limite à cinquante le nombre de couverts des dîners de Matignon. Ses successeurs rétablissent l'usage.

A quelques centaines de mètres, le ministre de la Défense, en son hôtel de Brienne, dispose lui aussi d'un agréable parc. Seul inconvénient : ce coin de verdure est exposé aux regards des occupants d'un des immeubles mitoyens, qui se trouve appartenir... à l'Assemblée nationale. Le ministre de la Défense ne peut donc venir nourrir les canards qui barbotent dans son étang — et portent par tradition les noms de ses prédécesseurs : Quilès, Hernu, Bourges, etc. — sans se trouver en butte aux regards indiscrets de ses voisins les députés.

Passons la Seine, longeons le grand parc des Tuileries, pour nous retrouver dans la plus incontestablement historique de toutes ces demeures ministérielles : le Louvre, qui abrite le ministère de l'Économie et des Finances dans une de ses ailes. Le privilège de gouverner d'où régnèrent tant de rois se paie pourtant d'un petit désagrément : ce ministre-là ne dispose pas d'un seul brin de gazon privatif. Désire-t-il s'oxygéner entre deux séances de préparation du budget ? Il lui faut descendre dans le parc des Tuileries, et accepter la promiscuité des touristes allemands, des fêtes foraines et des plantureuses statues de Maillol. Et, surtout, du chantier de la future pyramide, dont les grues se dressent sous ses fenêtres. Est-ce pour cette raison que M. Balladur habite toujours son appartement très bourgeois et suranné du Trocadéro ? Et qu'avant lui M. Jacques Delors était resté dans son très simple appartement de Bercy, continuant même, assure la légende, à garder certains soirs les enfants de ses voisins « pour rendre service » tout en potassant ses dossiers ministériels ? Ce peu d'empressement des grands argentiers à dormir dans les draps de la monarchie n'est nullement contradictoire avec leur répugnance à céder définitivement les lieux. Au risque de déclencher, on le verra plus loin, une véritable « guerre du Louvre ».

Si M. Édouard Balladur ne juge pas nécessaire de dormir au milieu de ses livres de comptes, M. Charles Pasqua, lui, estime indispensable de se trouver « au milieu de ses hommes vingt-quatre heures sur vingt-quatre ». Aussi a-t-il choisi de délaisser son domicile de Neuilly, empli de souvenirs gaullistes et napoléoniens, pour emménager place Beauvau, où il a pour voisin de palier... un certain Robert Pandraud.

Son prédécesseur, Pierre Joxe, lui aussi avait choisi de quitter l'immeuble familial, qu'il partage avec son père l'ancien ministre gaulliste Louis Joxe, au quai de l'Horloge, pour s'installer place Beauvau, dont il appréciait le jardin. Il l'appréciait même tellement qu'un jour, s'y promenant, il y découvrit une charmante gardienne de la paix, pieds nus, plongée dans la lecture de *Confidences* dans la guérite du fond du parc. « Savez-vous qui je suis ? » demande le ministre à la plantonne. Réponse négative. Cette inadmissible marque de relâchement valut au chef de la sécurité du ministère un limogeage en bonne et due forme.

Tous ces ministres-stars sont logés en des palais que nul ne songerait à leur contester. De même que le ministre des DOM-TOM, en son hôtel de Montmorin, qui dispose rue Oudinot d'un grand jardin — encore un — où il reçoit, le 14 Juillet, la fine fleur des notables des confettis de l'empire. En arrivant dans les lieux, M. Bernard Pons a été séduit par une des salles de réunions du ministère, le « salon rouge », qu'il a décidé d'annexer à ses appartements privés. Au sommet de son immeuble massif — quoique nettement plus récent, puisqu'il date des années 60 — de l'avenue de Ségur, le ministre des PTT est tout aussi inexpugnable. Son logis est d'ailleurs doté d'une grande salle à manger où M. Louis Mexandeau, chaque 10 mai, traitait à déjeuner le président de la République, en compagnie des barons du mitterrandisme.

Plus précaire est la situation du ministère du Plan, qui partage avec une copropriétaire l'hôtel de Clermont, rue de Varenne. Le parc appartenant à la copropriétaire, Michel Rocard se souvient, non sans mélancolie, de ses années passées à contempler une pelouse interdite.

Là s'arrête la liste des favorisés. Les titulaires de tous les autres portefeuilles, s'ils prétendent au privilège de dormir sur un matelas de la République, doivent commencer à ruser, et à déployer tous leurs talents de stratèges. Sur l'Olympe comme parmi les mortels, le système D ne perd pas ses droits.

Aucun espoir pour le ministre de la Justice. Son logement de fonction ayant été dans le passé transformé en bureaux, il lui faut se replier sur son appartement personnel. Le logis réservé au ministre de la Coopération, en son hôtel de Montesquiou, a subi le même sort. S'ils sont provinciaux, ces malchanceux sont obligés de profiter de l'hospitalité de certains collègues mieux lotis. Ainsi M. André Rossinot, ministre chargé des Relations

avec le Parlement, a pris de vitesse M. Gaston Flosse, secrétaire d'État au Pacifique Sud, dans la course à un appartement de la rue Saint-Dominique, appartenant à l'Hôtel Matignon, et occupé avant lui par M. Georges Fillioud, ancien ministre de la Communication. Le ministre du Commerce et de l'Artisanat, quant à lui, a conclu un accord avec le puissant ministre de la Défense, qui lui concède quelques mètres carrés dans... l'Hôtel des Invalides, à deux pas du tombeau de l'Empereur où il a pour voisin, outre les mânes de Napoléon, le secrétaire d'État à la Défense qui, lui, fait un peu partie de la maison.

Mais, le portefeuille immobilier n'étant pas inépuisable, une pratique s'est répandue depuis quelques années : comme tout un chacun, certains ministères louent, pour leur titulaire, des appartements en ville. Exclusivement dans les beaux quartiers, bien entendu. Certes, on paierait moins cher dans les quartiers périphériques, mais exiler une Excellence place des Fêtes ou porte d'Italie, vous n'y pensez pas ! « D'ailleurs, on perdrait en frais de transport ce que l'on gagnerait en prix d'achat », explique un haut fonctionnaire. La Cour des comptes ayant murmuré sur ce sujet, on s'empressa de la moucher. Et Matignon continue tranquillement sa politique d'acquisition systématique de tout ce qui se libère dans le périmètre sacré.

C'est ainsi. Le pouvoir a son arrondissement, le VII^e, et son annexe, le VIII^e, où se situent, outre l'Assemblée nationale, tous les ministères importants, à l'exception des Finances, rue de Rivoli.

Un échelon au-dessous de la population des ministres, celle des hauts fonctionnaires, qui peuplent les antichambres et les bureaux sous les combles des palais nationaux, manifestent à titre privé le même instinct grégaire : pas un seul inspecteur des finances n'habite dans les X^e, XVIII^e et XX^e arrondissements, on ne trouve pas un seul conseiller d'État en Seine-Saint-Denis : découvertes effectuées par des sociologues du Centre de Sociologie urbaine, une branche du CNRS, dans une enquête commandée par le commissariat général au Plan, et jamais publiée jusqu'à présent.

Les frontières du supportable se situent du côté de la rue Delambre, à Montparnasse, où Huguette Bouchardeau avait déniché un appartement, après avoir couru les agences sans succès, « grâce au père de mon officier de sécurité, qui connaissait quelqu'un dans une mutuelle, la MRIFEN ». « C'était à deux pas des cinémas, cela me convenait très bien », se sou-

vient avec nostalgie l'ancien ministre de l'Environnement. Alain Carignon a dû trouver le quartier agréable, puisqu'il a succédé à Huguette dans les mêmes murs, délaissant comme elle l'appartement officiel du ministère, sis dans le trop austère XVI^e arrondissement.

Pour caser ses six enfants, Michel Noir, ministre du Commerce extérieur — mais aussi ministre délégué auprès du ministre des Finances, ce qui donne des moyens — s'est vu dans l'obligation de faire louer par son ministère un appartement rue de Solférino. Autre père de famille nombreuse, Philippe de Villiers a dû faire appel à un autre bienfaiteur : la mairie de Paris. L'ancien secrétaire d'État à la Culture logeait dans un appartement de la Ville de Paris situé rue des Beaux-Arts, dans le VI^e arrondissement. Quant aux deux secrétaires d'État auprès du ministre des Affaires sociales, ils ont profité des deux appartements loués en son temps par Georgina Dufoix... à la Caisse nationale d'Assurance Maladie, qui n'avait sans doute rien à refuser à son ministre. Georgina s'était fait évincer par Michel Delebarre du petit trois pièces du ministère du Travail dans l'hôtel du Châtelet, rue de Grenelle, après un arbitrage rendu... par Laurent Fabius en personne. Ces deux appartements sont d'ailleurs situés dans l'immeuble où loge aussi Simone Veil, face au dôme des Invalides.

Dans tous ces cas, ce n'est jamais le ministre lui-même qui acquitte de sa poche, sur son traitement, le loyer de son appartement. Trois solutions se présentent : soit Matignon accepte de payer pour les ministres qui lui sont directement rattachés. Soit le ministre locataire trouve un artifice comptable pour faire acquitter ce loyer par son budget. Soit on met en œuvre les bons vieux fonds secrets : ainsi M. Jean Gatel, ancien secrétaire d'État à l'Économie sociale, admet-il, dans une interview au *Nouvel Observateur*, avoir fait payer son studio (3 000 francs par mois) sur les fonds secrets de son ministère.

Quelques ministres de second ordre sont assez sinistrement logés dans une « chambre de passage », aménagée dans leur ministère d'une façon plus ou moins rustique. C'est le cas du ministre chargé des Affaires européennes, du ministre des Transports, du secrétaire d'État aux Anciens Combattants — dont le prédécesseur, M. Jean Laurain, préférait loger dans un minuscule studio de l'île Saint-Louis.

Enfin, un nombre appréciable d'infortunés ministres et secrétaires d'État sont tout simplement... laissés à la rue par la

République. A eux de se débrouiller. Au nombre de ces malheureux, on citera simplement : les secrétaires d'État au Tourisme, à la Formation professionnelle, à l'Enseignement, aux Droits de l'Homme, à la Francophonie, le ministre du Budget et même dans les premiers mois son collègue à la Culture et à la Communication, pourtant quatrième sur la liste de préséance gouvernementale.

Les recherches immobilières de M. François Léotard ont fait les délices du *Canard enchaîné*. Ne disposant d'aucun logement de fonction, et se sentant à l'étroit dans son minuscule deux pièces de la place du Palais-Bourbon, M. Léotard jette d'abord son dévolu sur un superbe duplex de quelques centaines de mètres carrés, situé au Trocadéro, au dernier étage du Palais de Chaillot, et longtemps occupé par un ancien ministre de l'Éducation nationale, M. Christian Fouchet, qui en avait conservé la jouissance bien après avoir quitté son poste. Lui-même y avait succédé à M. René Coty, ancien président de la République. On organise une visite, et le ministre s'avoue séduit par la vue imprenable sur la tour Eiffel et le Champ-de-Mars, ainsi que par la terrasse, assez large pour y installer une table de ping-pong. Mais le montant des travaux à entreprendre et quelques échos goguenards dans *Le Canard* font reculer « Léo du Trocadéro ».

Il faudra presque un an avant que son ami Gérard Longuet, ministre des PTT, ne dénicher quelque 200 m² à deux pas du Champ-de-Mars, l'ancien appartement du secrétaire général de son administration. Le quatrième personnage du gouvernement peut enfin y emménager au début 87, et s'y faire photographier par *Paris-Match* en tee-shirt et chaussures de tennis. L'honneur de la République n'a coûté que le prix des travaux : 400 000 francs prélevés sur le budget des PTT.

La « guerre du Louvre »

Trois syllabes. Trois syllabes toutes simples, dont le seul prononcé répand respect, silence et terreur dans les allées gourmées du pouvoir. Ri-vo-li. A ces trois syllabes-là, dans tous les ministères, et jusqu'à Matignon, nul ne réplique. « Rivoli a dit... », « Rivoli a refusé.. », « Rivoli ne laissera jamais passer... » Rivoli, c'est la toute-puissante administration des Finances, celle qui tient les fameux « cordons de la bourse » et considère, du haut de ses sacs d'or, les autres ministres comme « dépensiers », quand on est poli, ou sinon comme « bougnouls ». C'est Rivoli qui attire la fine fleur des jeunes énarques qui, au sortir de l'école, choisissent le corps prestigieux entre tous : l'Inspection des finances.

Tout au long des trois dernières Républiques, cette aile du palais des Tuileries, où trône la grande tirelire nationale sous les lambris de la monarchie, s'est confondue avec ses occupants. Jusqu'à ce qu'un président de la République, pas même énarque et moins encore inspecteur des finances, nommé François Mitterrand, se mette en tête de réaliser au Louvre « le plus grand musée du monde ». C'est le projet du « Grand Louvre », confié à Émile Biasini, un robuste et combatif haut fonctionnaire. François Mitterrand le connaît bien : avant qu'il n'accepte cette mission-suicide, sa carrière a mené Biasini dans le Sud-Ouest, où il s'est occupé de l'aménagement de la côte Aquitaine, et notamment de quelques endroits chers au vacancier François Mitterrand, comme Vieux-Boucau et Soustons — tout près de Latche — où il a implanté un centre de loisirs.

Bref, Biasini — à qui succède, en juillet 1987, son collaborateur Pierre-Yves Ligen — est chargé d'un projet grandiose, mais qui présente tout de même un inconvénient : obliger les Finances à déménager dans le complexe immobilier neuf de Bercy, construit à cet effet sur 220 000 m² dans l'Est parisien, à grand renfort de gadgets luxueux pour les ministres. Quelques semaines avant le 16 mars 1986, pour rendre les choses irréversibles, Pierre Bérégovoy et son cabinet abandonnent les lieux pour aller provisoirement s'installer dans l'hôtel de Roque-

laure, boulevard Saint-Germain, en évinçant le ministre de l'Équipement, dont c'est pourtant la résidence officielle. Et, pour plus de sûreté, le « grand couloir » du ministère, celui qui mène au bureau du ministre, et sur lequel donnent les portes de tous ses conseillers, est livré à la pioche des démolisseurs.

C'est plus que n'en peut supporter Édouard Balladur, offusqué de se voir ainsi victime du « coup des colonnes de Buren à l'envers ». A peine entré en fonction, le ministre d'État entreprend donc de réemménager rue de Rivoli. Surcoût occasionné par ce « réemménagement » : quelque 40 à 80 millions de francs au total, en comptant le travail de nuit désormais imposé au chantier du Grand Louvre pour ne pas — trop — perturber le ministre d'État.

Le chef de l'État s'alarme pour ses « grands travaux ». Au début, Édouard Balladur lui promet la main sur le cœur que ce retour en majesté n'est que provisoire, et ne saurait compromettre le « Grand Louvre ». Puis, au fil des mois, le discours change. Sans cesse interrogé par les journalistes, Édouard Balladur se laisse arracher de plus en plus difficilement des protestations de plus en plus molles. Dans son entourage, on commence à insinuer que l'argent manque, assertion d'autant moins contestable que l'argent... c'est Balladur justement. Allusions, perfidies, confidences : toujours discrètement, on arme les torpilles. « S'il y avait encore dans les caves du Louvre des chefs-d'œuvre à exposer, cela se saurait », explique l'un. « L'architecte Pei veut 100 % du Louvre pour lui tout seul, alors que les rois de France n'en ont jamais eu que 1 % », s'indigne un autre. « Le fond du problème, c'est que le ministre de la Culture veut récupérer pour lui-même les salons de Morny, qui appartiennent aux Finances, assure un troisième. Rue de Valois, ils n'ont pas de salons. »

Un jour de novembre 1986, Monsieur le Ministre d'État se déplace en personne pour visiter le site de Bercy, dans ce lointain quartier dont il n'imaginait sans doute même pas qu'il pût appartenir à la topographie parisienne. Dès lors, sa religion est faite : il n'ira jamais. Avoir pour riverains une gare, un vélodrome et des entrepôts de pinardiers, après le parc des Tuileries ! Son successeur, peut-être, si le cœur lui chante. Le cabinet du ministre essaie de gagner à la cause le petit personnel du ministère, en organisant à son intention, un vendredi par mois, une visite sacramentelle des salons d'apparat, pour montrer,

expliquent les affiches d'invitation, « un aspect du patrimoine national conservé par le ministère des Finances ».

La guerre est déclarée. Certains journaux de gauche (*Le Matin*, *Le Canard enchaîné*) lancent contre le « squatter d'État » une campagne d'une rare obstination. Se fondant sur son style « plutôt patricien », comme le reconnaissent ses proches eux-mêmes, et sur un goût indéniable de l'autorité — un des modèles historiques d'Édouard Balladur n'est-il pas Richelieu ? — cette campagne, semaine après semaine, distille l'image d'un monarque, tour à tour « Ballamou I^{er} », « le grand Ballamouchi », ou « le petit Louis XIV ».

Plusieurs mois durant, une foule de détails croustillants, parfois exacts, parfois sans aucun fondement, le plus souvent déformés et amplifiés, sont ainsi livrés aux lecteurs. On apprend dans *Le Canard* que M. Balladur a fait rechercher chez tous les concessionnaires Renault une R25 limousine d'un modèle très particulier, dont la Régie a cessé la fabrication. Mais on oublie de préciser qu'il s'agit d'une voiture blindée, qu'il est contraint d'utiliser à la suite de menaces. On se gausse encore des habitudes princières du ministre d'État qui viendrait chaque week-end, avec toute sa famille, déjeuner aux frais de la princesse dans son palais désert de la rue de Rivoli « comme Séraphin Lampion au château de Moulinsart, dans les albums de Tintin, pourquoi pas ? » tente d'ironiser un proche. En fait, il arrive parfois que le ministre des Finances, travaillant rue de Rivoli certains samedis matin, s'attarde pour y déjeuner en compagnie de son épouse et de l'un ou l'autre de ses quatre fils. Mais c'est là le plus bénin — et le plus partagé, en tout cas — des « abus » ministériels.

Édouard Balladur s'avise-t-il, peu avant le départ en retraite du conservateur en chef des bâtiments du ministère, de faire remonter trois statues massives, reléguées dans les caves par Giscard, pour orner le grand escalier d'honneur ? Voilà encore une folie dispendieuse.

« Mazarinade ! » laissent tomber les balladuriens, qui affectent de traiter la campagne par le mépris, rappelant que « jamais un ministre des Finances n'a été si puissant, avec un Président en situation de cohabitation et un Premier ministre qui a accepté de ne pas surarbitrer nos décisions ». Quant au principal intéressé, il tente de dissimuler son irritation en déclarant réagir « comme tout le monde, avec amusement », à cette campagne. « J'ai passé de très nombreuses années de ma vie,

jusqu'à l'an dernier, hors de ces pompes gouvernementales et publiques, se croit-il obligé de préciser au micro de RMC. Ce n'est pas du tout indispensable à ma vie, ce genre de choses.»

Le cabinet du ministre s'accroche pourtant à ses bureaux, tandis que le chantier du « Grand Louvre », chaque jour davantage, progresse dans leur direction. Après l'avoir refusé, les hommes de Balladur sont obligés d'accepter que les gaines d'aération du chantier débouchent au beau milieu des deux cours du ministère. Peï, maquettes à l'appui et sourire ironique aux lèvres, leur avait mis le marché en main : « C'est cela ou la cour Napoléon », le joyau du bâtiment, visité par des dizaines de milliers de touristes.

Mais lorsqu'un nouveau personnage entre en scène, l'agacement balladurien fait place à la colère. Se prenant sans doute pour le ministre de la Culture, François Léotard monte à son tour spectaculairement sur le ring en allant pactiser à l'Élysée avec l'Ennemi Suprême en personne. « Le programme du Grand Louvre doit se poursuivre ! » tonne Léo en se martelant la poitrine. Oui mais voilà : dans cette affaire, les Finances sont juge et partie, chargées de débloquer les fonds pour l'avancement d'un projet qui les hérisse. « C'est la première fois qu'un collègue me fait ce coup-là », souffle le ministre d'État, estomaqué. Plusieurs semaines durant, la « bande » tout entière fait corps, comme dans les grandes occasions, derrière son chef. « Il est inadmissible que cent vingt fonctionnaires bloquent le Grand Louvre », glisse Gérard Longuet, ministre des PTT, à un conseiller de l'Élysée lors d'un voyage du chef de l'État. « Édouard Balladur ? Ah ! vous parlez du problème des squats dans le centre de Paris ? » plaisante Alain Madelin lorsqu'on l'interroge sur ce dossier capital.

La querelle se dénoue finalement au milieu de l'été 1987. Les Finances débloquent les fonds, la piétaille des fonctionnaires embarque pour Bercy, mais... Édouard Balladur reste dans les lieux, attendant de trouver un refuge « au cœur de Paris ».

La « guerre du Louvre » n'en est que l'épisode le plus voyant, mais il arrive fréquemment que les palais ministériels soient l'objet d'âpres rivalités entre plusieurs excellences.

L'appartement le plus disputé de tout le parc ministériel est celui de l'hôtel de Roquelaure, situé au 246, boulevard Saint-Germain. Quelle malédiction pèse donc sur ce charmant et désuet hôtel ? A chaque remaniement, plusieurs excellences se le disputent tels des chiens s'arrachant un os. Comme pour nar-

guer son monde, il est vrai, cet hôtel appartient au « ministre de l'Équipement, du Logement, de l'Aménagement du Territoire et des Transports ». Un domaine ministériel dont l'intitulé et les frontières changent avec chaque nouveau gouvernement, entraînant d'incessants conflits de propriété autour du délicieux hôtel de Roquelaure, comme deux voisins de camping s'arracheraient un coin ombragé.

En juin 1981, Roger Quilliot, fraîchement nommé ministre du Logement, ayant planté le premier son drapeau dans les lieux, croit avoir remporté la partie, et se livre déjà à des projets d'aménagement, quand un huissier vient lui chuchoter à l'oreille qu'un certain M. Fiterman attend dans l'antichambre, avec l'intention avouée de prendre possession de l'endroit. Pis encore, il est accompagné d'une équipe de télévision qui veut immortaliser l'installation du premier ministre communiste — et ministre d'État, s'il vous plaît — dans le Mobilier national.

Au même moment, sonne le téléphone. Au bout du fil, le directeur de cabinet de Pierre Mauroy :

— Fiterman a beaucoup insisté pour que tu lui laisses la place. Il est ministre d'État !

— Donne-moi l'ordre formel ! exige Quilliot plutôt dépité.

— Ah ! non, Roger, pas de ça entre nous.

On raccroche froidement. Quelques minutes plus tard, de guerre lasse, on parvient finalement à un accord : Charles Fiterman disposera bien des bureaux, mais laissera à Roger Quilliot la jouissance de l'appartement, à l'étage supérieur. Quant à la salle à manger, on se la partagera un jour sur deux. « Un ministre d'État, il lui faut un hôtel particulier », glisse Fiterman à l'oreille de son collègue, en posant un pied victorieux sous les lambris convoités.

L'alternance arrivée en 1986, le même hôtel de Roquelaure est encore l'objet de quelques semaines d'incertitudes. Édouard Balladur, chassé de la rue de Rivoli par les travaux de démolition entrepris par Pierre Bérégovoy, y trouve refuge, au grand dam de Pierre Méhaignerie, qui avait des vues sur l'endroit. Heureusement, M. Balladur retourne rue de Rivoli à la vitesse de l'avertissement fiscal envoyé à l'infortuné contribuable. A la satisfaction générale, M. Pierre Méhaignerie arrive à l'hôtel de Roquelaure.

Les vrais-faux bureaux et les autres

Décemment logé, il reste à vous meubler confortablement. Les hôtes des palais officiels n'ont nul besoin d'aller rechercher le bureau de grand-mère ou le petit coffre de la résidence secondaire. Autant vous y résoudre : le temps que vous allez passer dans ces palais, vous ne le passerez pas dans votre salle à manger Habitat ou dans le salon en noyer de vos grands-parents. La République, qui veille à tout, s'occupe aussi de vous meubler.

Empire, Directoire, Louis XV : les réserves de la République sont variées et inépuisables. Le pedigree historique de la plupart des pièces compense largement leur caractère parfois peu fonctionnel. Comment en vouloir au bureau de Vergennes d'être trop bas ou trop étroit ? Force est pourtant de reconnaître que le beau l'emporte quasiment toujours sur le pratique. « Il arrive qu'il y ait de beaux meubles et de beaux objets anciens, reconnaît sans indulgence une femme d'ancien ministre nommée Michèle Rocard¹. D'assez jolies lampes, par exemple. Il n'est pas rare qu'au moment de les allumer on s'aperçoive qu'il n'y a pas de fil ou que la prise de courant la plus proche ne marche pas. On cherche partout une rallonge et la seule disponible se trouve dans le bureau du ministre. On l'emprunte en espérant que quelqu'un aura l'idée de l'y remettre le lendemain. De méchants fils électriques courent ainsi sur les tapis de haute laine. Qu'importe, dans la grisaille générale, ça passera. »

Et de conclure : « Les palais nationaux peuvent certes évoquer une ancienne splendeur, mais si ancienne que la saleté innommable de certains tapis est parfois plus visible que les vestiges d'un passé qui se voulait prestigieux. La pauvreté, voire une certaine misère, saute aux yeux. » Bigre ! A vos sébiles.

1. *Au four et au moulin*, Albin Michel.

De surcroît, il faut éviter de s'illusionner sur l'authenticité de tous les meubles de la République. Prenons ce fameux bureau de Vergennes, par exemple, derrière lequel tous les ministres des Affaires étrangères de toutes les Républiques se sont fait immortaliser. Quoi qu'il doive leur en coûter, avouons la tragique vérité : ce bureau n'a jamais appartenu au ministre de Louis XVI. Il ne s'agit que d'une copie. Et encore, d'une copie d'un bureau lui-même « dit » de Vergennes, actuellement exposé au Louvre. Tous les conservateurs du Mobilier national le savent bien, qui se font un plaisir de vous l'expliquer avec une moue dédaigneuse.

De la même façon, il y a très peu de chances pour que le « bureau de Cambacérès », grâce auquel tous les gardes des Sceaux peuvent s'imaginer revenus à l'époque du Consulat, ait jamais appartenu au deuxième consul.

En revanche, le grand bureau Louis XV en bois de violette sur lequel travaille M. François Mitterrand, et qui servit avant lui à Charles de Gaulle et à Georges Pompidou, a bien été introduit à l'Élysée par Félix Faure. Giscard, lui, avait choisi de se singulariser : il est le seul président de la V^e République à l'avoir négligé. Il avait apporté le sien, œuvre de Riesener, de la rue de Rivoli, en même temps que la fameuse pendule de son grand-père, Jacques Bardoux.

Le garde-meuble de la République française est un service hérité de la monarchie, remodelé par la Révolution française, et qui dépend du ministère de la Culture : la direction du Mobilier national. Sous les ordres débonnaires d'un administrateur, M. René Coural, cette direction règne sur des réserves entreposées dans un gigantesque bâtiment, du plus pur style mussolinien, sis derrière la manufacture des Gobelins, dans le XIII^e arrondissement de Paris.

Si vous voulez troquer votre causeuse Empire contre un canapé Knoll, votre bureau Directoire contre un Louis XV, c'est aussi là. Bien entendu, on ne vous passera vos frasques que dans la limite des pièces disponibles. Et dans la mesure où les meubles que vous réclamerez n'auront pas été annexés par un collègue plus rapide. Ainsi Jacques Chirac a pu reconstituer, au fauteuil près, le bureau de Georges Pompidou à Matignon. Une petite table Louis XVI et cinq fauteuils Régence, emportés à l'Élysée par Pompidou lors de son élection à la Présidence, et dont François Mitterrand n'avait pas voulu. Jusqu'à un immense tableau de Soulages — des barres grises et foncées

—, introduit à Matignon par Georges Pompidou, et exilé au fil des successeurs en des combles de plus en plus obscurs du palais, jusqu'à aboutir au musée d'Art moderne de Paris, où Jacques et Bernadette Chirac se sont empressés d'aller le récupérer. Quant à Édouard Balladur, il ne s'est pas satisfait du bureau Louis XV qui était celui de tous ses prédécesseurs depuis Jean-Pierre Fourcade, et a demandé un bureau Empire, qu'il avait eu naguère l'occasion d'admirer dans le ministère de Michel d'Ornano.

L'ancien administrateur du Mobilier national, M. Henri Gleizes, raconte¹ que l'on s'aperçut un jour par hasard que le bureau d'Edgar Faure, alors ministre des Finances, que l'on prenait pour une vieille copie fatiguée, était en fait un ancien bureau du Dauphin, livré en 1745 à Versailles. L'ayant appris lui-même par une indiscretion, Edgar Faure s'attacha soudain à ce bureau comme à la prunelle de ses yeux. Il fallut attendre le remaniement ministériel suivant pour récupérer la fameuse pièce de collection.

Chargé de gérer ce précieux patrimoine, le Mobilier national a aussi pour tâche de veiller à ce que les ministres et leurs collaborateurs ne le confondent pas avec leur bien personnel. Chaque ministère est ainsi tenu de faire parvenir chaque année un inventaire des meubles en sa possession. Les administrations indisciplinées se voient rappelées à l'ordre courtoisement une, puis deux, puis trois fois, après quoi le Mobilier national les menace de la Cour des comptes. Cette menace est généralement efficace, et les inventaires en retard sont alors promptement établis et envoyés.

La tentation est parfois très forte. M. Gleizes, toujours lui, rapporte que deux membres du cabinet d'un président du Conseil démissionnaire, sous la IV^e République, avaient fait leurs adieux à Matignon en emportant sous leurs gabardines... les tapis de prières de leurs bureaux. Et de bouche d'administrateur à oreille d'administrateur, on se racontera encore longtemps des histoires — légendaires ? — de tapisseries de La Savonnerie servant de cible aux enfants de ministres pour leurs jeux de fléchettes...

Un solide sens de la diplomatie est alors nécessaire aux malheureux fonctionnaires du Mobilier national. On ne traite pas des bras droits ou les rejetons de ministres comme de vulgaires

1. *Dans les coulisses du Mobilier national*, Olivier Orban.

resquilleurs du métro. Chaque fois que c'est possible, on fait gentiment comprendre, on adresse de courtoises remontrances. Sinon, on serre les poings et on laisse courir.

La diplomatie est aussi vivement recommandée pour dénouer les incessantes bisbilles entre ministres, dont l'administrateur du Mobilier est sommé de se faire l'arbitre. Au ministre qui vient se plaindre que tel collègue « a un bureau plus grand que le sien », il faut savoir répondre avec aplomb : « Oui, Monsieur le Ministre, mais le sien est faux. » Et au collègue outragé à qui les propos sont évidemment rapportés, et qui appelle le lendemain : « Peut-être que votre bureau est faux, Monsieur le Ministre, mais quelle belle pièce ! » Installé dans son fauteuil par André Malraux, alors ministre de la Culture, M. René Cural, qui règne depuis près d'un quart de siècle sur la caverne d'Ali Baba, manifeste incontestablement les qualités de tact, de diplomatie et de fermeté indispensables à l'exercice de son magistère.

Et Dieu sait qu'il en faut parfois, du sang-froid. La femme d'un ministre des Finances de Valéry Giscard d'Estaing arrive un jour aux entrepôts pour choisir une table de travail à l'usage de son auguste mari. On lui en montre plusieurs. Aucune ne lui convient. En désespoir de cause, on l'amène devant un superbe bureau : « C'était celui de Malraux », souligne l'administrateur général. « Dans quelques années, on dira que c'était le bureau de M. X. », rétorque sans sourire l'épouse, en prononçant le nom de son mari.

Il est bien rare qu'un ministre ne trouve pas au Mobilier national le bureau ou le fauteuil de ses rêves. En revanche, en matière de tableaux, le choix est forcément plus limité. Aussi le Mobilier national, là, ne prétend-il nullement au monopole. Ceux qui le souhaitent peuvent aller frapper à d'autres portes. Claude Malhuret par exemple, secrétaire d'État aux Droits de l'Homme, s'est adressé au musée d'Art moderne de Chaillot pour décorer de toiles contemporaines les murs de l'annexe de l'Hôtel Matignon où il a élu domicile.

Se procurer des meubles est toujours un plaisir pour un ministre. En revanche, dénicher des assiettes et des couverts est un exercice plus périlleux. Il ne peut être question de singer l'Élysée, où chaque assiette, fabriquée à la main par la manufacture de Sèvres, coûte de 1 500 à 5 000 francs. Pas question non plus d'imiter le ministère de la Défense — toujours lui —

qui dispose aussi de quelques très beaux services de porcelaine de Sèvres.

On visera plutôt le pratique et le pas cher. Simone Veil, constituant une petite salle à manger au ministère de la Santé, prend surtout garde à choisir des pièces qui ne jurent pas avec la couleur des tentures.

Et si l'on ne souhaite pas se lancer dans cet investissement, on peut là encore avoir recours au système D. Tout ministre d'État qu'il soit, Michel Rocard, ministre du Plan et de l'Aménagement du Territoire, doit faire venir couverts et plats préparés par l'Hôtel Matignon chaque fois qu'il souhaite recevoir. Et les couverts, le temps de traverser la rue de Varenne, sont systématiquement en retard. Les plats parviennent froids. Tête des visiteurs étrangers !

« Arrivant au ministère vers huit heures pour un dîner offert à un ministre étranger, j'appris qu'il n'y avait pas la moindre assiette pour mettre le couvert, raconte Michèle Rocard¹. Les services du Premier ministre, qui détenaient à Matignon la précieuse vaisselle de style "bistrot" à laquelle le ministère du Plan avait droit, se faisaient une fois de plus tirer l'oreille. Depuis le matin, ils refusaient de l'envoyer pour je ne sais quelle raison absurde. Stupeur. Tout rentra dans l'ordre vers huit heures vingt-cinq, mais il me sembla qu'il y avait encore plus d'assiettes ébréchées que d'habitude. » Et Michèle Rocard, dans la foulée, de faire part de cette découverte capitale : « J'ai longtemps cru que toute la vaisselle de la République était faite de cette même faïence, marbrée par l'usage et mise à rude épreuve par les continuels déménagements qu'on lui imposait. Il n'en est rien. Cela dépend des ministères. C'est une question de chance... ou de relations. »

A peine au ministère du Plan, le premier geste du successeur de Rocard, Gaston Defferre, est de... faire constituer une salle à manger. Sage précaution !

1 *Op. cit*

Les menus plaisirs

Week-ends, ponts, longues vacances : le temps de loisir des hauts dignitaires de l'État est aussi, pour ceux qui le souhaitent, pris en charge par la République. A tout seigneur tout honneur, le Président a le choix entre la résidence de chasse de Marly, le château de Rambouillet ou le fort de Brégançon, dans le Var. S'il le souhaite, pour l'organisation des chasses ou de certains sommets internationaux, il peut aussi utiliser le château de Chambord, pour éblouir ses visiteurs des reflets encore scintillants des fastes monarchiques.

François Mitterrand fuit ces somptueux «sam'suffit» comme la peste. S'il ne dédaigne pas, à l'occasion d'un sommet franco-allemand avec Helmut Kohl, de réquisitionner le château de Chambord, on ne l'a aperçu que deux fois à Brégançon, à l'occasion des fêtes du nouvel an. Il préfère passer ses vacances dans sa bergerie de Latche, où il a fait venir un cuisinier et un maître d'hôtel de l'Élysée. A la différence de Giscard, qui fréquentait assidûment Marly et Rambouillet, où l'ancien Président se sentait si bien qu'il avait même envisagé de s'y retirer, si la gauche avait gagné les élections législatives de 1978. Seul un grave accident de la route dont sont victimes son fils Gilbert et ses deux petites-filles Pascale et Justine le force, en 1987, à prendre ses quartiers d'été à Rambouillet transformé, explique-t-il, en «énorme infirmerie» avec «un fil direct relié à l'hôpital de la Pitié».

Si Giscard avait son rond de serviette dans ses résidences secondaires officielles, c'est parce que tout y était prévu pour qu'il pût s'y livrer à son vice favori : la chasse. Survivance, là encore, de la monarchie, le Président doit pouvoir taquiner la gâchette à son gré, si possible à l'écart du commun des mortels.

Quand le Président chasse à Chambord, il loge certes dans un établissement public, l'auberge Saint-Michel, mais ces nuits-là l'auberge ne reçoit nul autre client que la suite présidentielle.

Quand Giscard chasse à Marly, une grande partie de la forêt est alors interdite aux promeneurs. Au point que le maire de

Marly, Jean Béranger (divers gauche), doit écrire au Chasseur Suprême pour se plaindre très humblement que « des décisions soient prises par les services de sécurité de l'Élysée, et peut-être même à votre insu, qui aboutissent à une restriction des possibilités d'utilisation périphérique du parc de Marly ». Bien évidemment, cette lettre — ne croirait-on pas lire l'extrait d'un cahier de doléances de l'Ancien Régime ? — ne recevra jamais de réponse.

Le Président chasse encore à Rambouillet. Il chasse en Sologne ou en Alsace, dans des chasses privées appartenant à ses amis. C'est là une de ses principales occasions de rencontres extérieures. « Avec qui a-t-il donc chassé ce week-end ? » se demandent ses collaborateurs quand ils le voient revenir, le lundi, armé d'une idée de réforme sur laquelle il souhaite voir tourner, sans délai, toute la machine de l'Élysée ou de la Rue de Rivoli. Giscard chasse enfin dans les savanes fiévreuses de l'Afrique, dans les vastitudes glacées de la Pologne. Il chasse alors le gros, seul avec cet instinct qui le dévore, à l'abri des regards et du jugement des hommes.

Les chasses « officielles » sont nettement plus guindées. A Rambouillet comme à Chambord, les journées sont soumises à un rituel dont la rigidité va s'accroissant au fil du septennat. Ancien PDG de Saint-Gobain et invité à ce titre, Roger Martin raconte que, lorsque Mme Giscard d'Estaing est absente, la place en face du Président reste vide. Tous les invités du chef de l'État se déplacent en minibus, à l'exception d'un privilégié, invité par le maître des lieux à partager sa voiture et à jouir ainsi d'un bref tête-à-tête.

Autre invité, autre industriel, le baron Empain relève un autre détail : alors que sous Pompidou le Président avait, comme tout le monde, une carte de battue, Valéry Giscard d'Estaing, lui, est systématiquement placé devant le robinet à perdreaux, et tire abondamment.

François Mitterrand ne risque pas de prêter le flanc à de si désobligeantes rumeurs, pour une raison très simple : il ne chasse pas. S'il affectionne les longues marches en forêt, l'actuel Président n'envisage cependant pas de contempler la nature dans un autre viseur que celui d'un appareil photographique ou, à la limite, d'une paire de jumelles.

Pour autant, il n'a pas voulu que s'éteigne une tradition plus ancienne encore que la République. Il a donc confié l'organisation des chasses présidentielles à deux de ses amis les plus